

COVID-19

Un nouveau «cas confirme» la situation des femmes en confinement dans le monde

Qui aurait cru que dans cette course effrénée à la modernité et au modernisme, engagée après la première révolution industrielle du 18^e siècle, pis, qu'à l'orée de ce 21^e siècle présenté comme le siècle des fulgurants progrès, qu'un « simple virus » viendrait ainsi bousculer nos plus grandes certitudes sociales, politiques, militaires, médicales, technologiques et mettre à nu de nombreuses faiblesses et inégalités artificiellement ou naïvement dissimulées sous le poids d'un orgueil sociétal souvent bien entretenu et assumé ?

Faut-il le rappeler, que devant les plus grandes menaces de notre civilisation, les nations les plus puissantes et les organisations internationales ont à chaque fois engagé de nombreuses initiatives ayant débouché sur pléthore d'accords et de protocoles (Protocole de Kyoto, COP, Traité de non-prolifération des armes nucléaires, etc.) mais très souvent suivis de peu d'effets. C'est d'ailleurs le cas de l'efficacité mitigée et relative inhérente à la mise en application des accords internationaux, destinés à préserver l'environnement, stabiliser le climat et à combattre les inégalités sociales ainsi que les discriminations diverses dont sont victimes les populations vulnérables, les enfants, les femmes, etc.

Cette crise du COVID-19 apparaît comme une vraie démonstration de la fragilité de notre civilisation humaine qui découlé de l'immense dissonance entre nos légitimes ambitions sociétales de quête tout azimut à la modernité et nos réelles capacités à prendre en charge les conséquences de nos erreurs collectives.

Le COVID-19 est juste venu percer cette forme de « bulle civilisationnelle » dans laquelle nous étions soigneusement réfugiés, tranquilles, pépères, grâce au confort et à la sécurité que pouvaient offrir entre autres le capital accumulé, les récentes découvertes scientifiques, le progrès technologique et l'audace des dirigeants politiques de la planète devant les menaces les plus évidentes. Ce sont là autant d'oripeaux de l'ère pré COVID-19 qui ont tout de suite volé en éclat devant la rapidité et le caractère fulgurant de la propagation du virus SARS-Cov 2.

En l'absence de réponses immédiates et appropriées, ce virus nous a conduit à réviser quelques fondamentaux de notre vie sociale, à l'instar du lavement régulier des mains. Il a par ailleurs poussé à mettre momentanément en veilleuse, certaines de nos habitudes sociales les plus banales comme les accolades, le serrement des mains, les regroupements à vocation ludique ou professionnelle. Enfin, il a forcé l'expérience de l'autarcie familiale imposée par le confinement à domicile qui était perçue jusqu'ici comme une utopie digne des hypothèses rousseauistes « Du contrat social ».

COVID-19 qu'il convient de nommer par son « prénom » parce qu'il partage notre quotidien depuis près d'un semestre maintenant, a ainsi fait surgir dans nos pratiques de tous les jours, aussi bien sur le plan professionnel ou non, la norme de « DISTANCIATION SOCIALE » que nous pouvons dorénavant considérer comme un nouveau paradigme de notre organisation sociale, qui jusque-là était caractérisée par le « RAPPROCHEMENT SOCIAL » peut-on l'affirmer.

Cette pandémie de la maladie à coronavirus a inscrit à son tableau de chasse, au-delà des cas de décès survenus, de nombreux records dont les plus marquants resteront certainement le confinement à domicile de plus 3 milliards de personnes (Hommes, Femmes et enfants) sur une période moyenne de deux mois, des pertes économiques abyssales chiffrées à des milliards de dollars dans le monde, la chute historique des cours du pétrole qui se sont échangé pour la toute première fois en-dessous du prix de zéro



\$/baril aux Etats-Unis lors des séances boursières du 20 avril 2020 et peut-être enfin, mais dans une proportion encore insoupçonnée, la situation extrêmement préoccupante des femmes dans le monde tel que le relevait le Secrétaire Général des Nations Unies Antonio GUTERRES, le 09 avril 2020 dans un message vidéo publié sur les réseaux sociaux et dans les médias internationaux.

En effet, la situation des femmes dans le monde mobilise les efforts internationaux depuis de nombreuses années et a abouti à quatre grands consensus (Mexique - 1975, Copenhague - 1980, Nairobi - 1985, Beijing - 1995) dont le plus récent en date vient tout juste de fêter ses 25 ans le 26 mars 2020 et il faut le souligner, en pleine crise de la maladie à coronavirus. On peut noter que tous les mécanismes envisagés dans le cadre de Déclaration et du Programme d'action de Beijing, ont été sérieusement éprouvés par ce modèle social version « DISTANCIATION SOCIALE », imposé pour lutter contre la propagation du COVID-19.

Avant tout, l'impact négatif des mesures liées à la gestion de la crise du COVID-19 sur la situation des femmes dans le monde, restent sans conteste les violences à l'égard des femmes qui s'opèrent bruyamment dans le silence des mesures confinements et de quarantaine. Si les dites mesures sont nécessaires pour venir à bout de la propagation du pernicieux virus, elles peuvent aussi « piéger les femmes avec des partenaires violents », a reconnu le chef de l'ONU, M. GUTERRES, le 09 avril dernier. Il soulignait ainsi que « malheureusement, de nombreuses femmes et jeunes filles se retrouvent particulièrement exposées à la violence précisément là où elles devraient en être protégées. Dans leurs propres foyers ». Ainsi, de nombreux pays à l'instar de la Chine, la France, l'Australie, des Etats-Unis, la Malaisie, le Liban, l'Afrique du Sud, ... ont enregistré une flambée soudaine des violences domestiques perpétrées sous l'empire des mesures de confinement. Les réponses classiques envisagées et mises en place jusque-là avec le modèle social, version « RAPPROCHEMENT SOCIAL », ont montré leurs faiblesses pour deux principales raisons comme l'a indiqué M. GUTERRES : d'une part « le personnel de santé et la police sont débordés et en sous-effectif » et d'autre part, « les groupes d'appui locaux sont paralysés ou manquent de ressources. Certains centres d'hébergement des victimes ont dû fermer leurs portes, d'autres sont pleins ». On peut d'ailleurs compléter sans risque de se tromper que dans de nombreux pays africains notamment, les pesanteurs culturelles de même que les inefficacités caractérisant déjà les systèmes de réponse en matière de gestion

des violences conjugales, étouffent les éventuelles alertes de femmes prises en étau entre la menace quotidienne de leur intégrité physique et psychique à l'intérieur de leur foyer et l'insécurité sanitaire qui règne à l'extérieur desdits foyers découlant des mesures de confinement et de distanciation sociale, diversement appliquées ou carrément ignorées.

Quand elles ne sont pas confinées en train de subir de nombreuses violences conjugales et qu'elles se retrouvent plutôt de par leur profession dans les dispositifs de lutte contre la propagation de la maladie à coronavirus, les femmes à l'échelle mondiale représentent 70 pour cent des travailleurs de première ligne dans les secteurs de la santé et des services sociaux, dont les infirmières, les femmes de ménage et les blanchisseuses. Elles sont fortement exposées ou carrément sacrifiées dans des pays où les systèmes de santé n'offrent déjà aucune protection ou de prise en charge de quelque forme que ce soit, dans cette lutte contre la pandémie du COVID-19.

Les mesures de confinement ont eu comme corolaire, l'arrêt brutal de la production de biens et services de même que le ralentissement de la consommation des mêmes biens et services dans le monde. Dans le secteur formel, l'Observatoire de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) soulignait dans sa note du 07 avril 2020, que la crise du COVID-19 touchait les 3,3 milliards de personnes qui forment la main d'œuvre mondiale. Cette organisation estime par ailleurs dans la même note, que le nombre de chômeurs à fin 2020, pourrait excéder le nombre de 25 millions de personnes. Qu'advient-il alors de l'emploi des femmes quand l'OIT reconnaissait déjà dans son rapport 2017 que « les femmes ont en effet nettement moins de chances que les hommes de participer au marché du travail, qu'il s'agisse d'avoir un emploi ou d'en rechercher un » ? ONU Femmes souligne déjà à ce sujet que « pour les 8,5 millions de femmes migrantes travailleuses domestiques, qui dépendent souvent de contrats précaires, la perte de revenus touche également les personnes dont elles assument la charge dans leur foyer ».

En Afrique où de nombreuses femmes, « travailleuses pour compte » propre pour l'essentiel, ont investi le secteur informel afin d'arracher, le plus souvent dans conditions à peine supportables, leur pitance quotidienne ainsi que celle de leur famille, les mesures de confinement et de distanciation sociale ont fortement compromis des cycles d'activités déjà fragiles, caractérisés par peu ou pas d'épargnes et un capital financier exposé aux dépenses courantes de la famille. Ainsi, de nombreuses femmes vont certainement avoir besoin d'être recapitalisées au terme de cette crise du COVID-19, afin de pouvoir relancer leurs activités, au risque d'assister à une progression fulgurante de la paupérisation de ces vendeuses à l'étalage, de ces tenancières de restaurant ou de lieu de débit de boisson, de ces agricultrices, de ces pêcheuses, etc.

Elles sont aussi nombreuses dans le monde et surtout dans les pays du Sud, ses femmes qui continuent chaque jour de braver malgré elles, les mesures barrières (espacement d'un mètre, port du

masque, lavage des mains, etc.) pour approvisionner les marchés alimentaires. Dans des conditions bien plus pénibles qu'en situation normale (avec des difficultés d'approvisionnement, le rationnement des moyens de transport, la situation d'urgence sanitaire, etc.) ces commerçantes de produits alimentaires encore une fois, sont en première ligne de la lutte contre la propagation de la maladie à coronavirus, afin de maintenir pour tous, un semblant de normalité dans la vie des ménages.

Enfin, on peut relever de manière générale que tous les domaines retenus par la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, sont impactés par les mesures de confinement et de distanciation sociale, qu'il s'agisse des questions liées à la santé des femmes, à leur éducation, leur formation, des mécanismes institutionnels œuvrant pour leur promotion, leur droits fondamentaux, leur relation avec les médias, l'économie, l'environnement, leur intégration à la prise de décision ou à même, si l'on scrute de près la situation des jeunes filles dans le monde.

Ce véritable « stress-test » grandeur nature que constitue la « DISTANCIATION SOCIALE », loin de remettre en cause les avancées majeures réalisées dans le domaine de l'égalité des genres et de la lutte contre les discriminations faites aux femmes, suggère plutôt l'enrichissement des mécanismes de réponses, par l'intégration de nouveaux cas de figures et des situations nouvelles révélés par cette crise du COVID-19.

Au regard de tout ce qui précède, on note que la situation des femmes dans le monde peut tout aussi bien être comptabilisée comme faisant partie des « cas confirmés », au titre des impacts sociaux négatifs engendrés par cette pandémie de la maladie à coronavirus. Malheureusement, aucun vaccin ni aucune cure de Chloroquine, d'Azythromycine, de COVID Organics ne parviendront à venir à bout de cette véritable infection sociale !

C'est pourquoi, au moment où de nombreuses nations dans le monde, sont en train d'envisager les mesures de DECONFINEMENT de leur population ainsi que la réinstauration progressive du modèle social version « RAPPROCHEMENT SOCIAL » (reprise des visites familiales, des regroupements à vocation ludique ou professionnelle, etc.), à la lumière de l'avancée des solutions médicales, il est indispensable de garder à l'esprit que le cas de figure de la DISTANCIATION SOCIALE est désormais possible, avec ses conséquences. Selon de nombreux scientifiques, l'hypothèse du « RECONFINEMENT » après le « DECONFINEMENT » reste très probable.

Dans cette période post COVID-19 qui s'annonce, l'égalité des genres en particulier sera plus que jamais nécessaire afin de reconstruire et de garantir un monde toujours plus juste tant pour les femmes que les hommes, aussi bien dans un scénario de « RAPPROCHEMENT SOCIAL » que de « DISTANCIATION SOCIALE ».

Fait à Brazzaville le 15 juin 2020

Danièle SASSOU NGUËSSO,
Président de la FONDATION SOUNGA.